



## Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL**

## **Ressources - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. Nourrigat, et J. Brion (devenue depuis NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m<sup>2</sup> cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 18 767 000 € HT, dont 456 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 18 160 000 € HT, dont 179 000 € HT en 2020.

Une augmentation des travaux de reprises en vue de la remise des ouvrages inscrit au programme de l'opération seront compensés par des recettes de loyers complémentaires du VEAS.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 18 899 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €, déjà entièrement versé, sans modification par rapport au bilan précédent. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. L'ensemble de ces participations, d'un montant de 1 827 000 d'€ HT, ont déjà entièrement été versées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173006-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC exercice
- Synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.